

Et les récipiendaires sont ...

Pierre de Blois remporte le Prix Grandmaître



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 8 février 2008 à 11:13

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Plus de 250 personnes ont pris part, jeudi soir, à la 8e édition de la soirée de remise du Prix Grandmaître et des Lauriers de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), régionale d'Ottawa. Cette édition était la plus convoitée de l'organisme jusqu'à présent, avec près de trente mises en candidatures.

Le prix le plus convoité, le Prix Grandmaître, a été décerné à Pierre de Blois.

Ce prix vise à reconnaître l'implication exceptionnelle d'une personne s'étant distinguée par son dévouement et sa persévérance à l'avancement et au développement de la collectivité francophone de la région d'Ottawa.

M. de Blois est membre du Bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa et haut fonctionnaire au gouvernement fédéral. Il a reçu de nombreuses distinctions dont l'Ordre de la Pléiade de l'Association des parlementaires francophones en 2001. Il a par ailleurs assumé la présidence de l'ACFO d'Ottawa, de 1975 à 1980, en se fixant pour objectifs l'obtention de conseils scolaires francophones et la reconnaissance du statut bilingue des municipalités. On lui doit aussi la fondation du Festival franco-ontarien, qu'il a présidé de 1985 à 1992. De 2005 à 2007, M. de Blois a présidé le comité d'étude sur les services en français à l'Université d'Ottawa. Depuis juin 2006, il est coprésident du groupe de travail sur les programmes et services en français. Il a également participé, à titre d'organisateur ou de conseiller stratégique, à près de soixante campagnes électorales municipales, provinciales et fédérales.

Le Laurier L'Express de l'organisme de l'année a été remis au Patro d'Ottawa.

Le Patro est un centre communautaire de loisirs qui est au service de la population francophone. C'est un lieu d'accueil, de prévention et d'entraide qui offre une panoplie d'activités récréatives, sportives, culturelles et pastorales. Il est dirigé par un conseil d'administration bénévole et peut compter sur plus de 200 bénévoles.

Jean-François Piché a récolté le Laurier Caisses populaires de la région de l'intervenant en éducation de l'année tandis qu'Alain Vachon a raflé le Laurier CÉPEO du citoyen de l'année.

Jean-François Piché est enseignant, directeur des services éducatifs et adjoint à la surintendance de l'éducation. En tant que responsable des projets spéciaux au Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO), celui-ci gère le déploiement de divers dossiers, tels la relance organisationnelle, le

cadre d'imputabilité et la Politique d'aménagement linguistique.

Quant à Alain Vachon, il est l'instigateur des Monuments de la francophonie. En 1997, à la suite de l'annonce de la fermeture de l'Hôpital Montfort, il a fait une tournée dans les écoles secondaires d'Ottawa pour sensibiliser les jeunes à l'importance de cet établissement.

La même année, il est élu à la présidence de l'ACFO d'Ottawa. Sous sa gouvernance se déroulent les premiers Prix Grandmaître et naît le projet d'Ambassadeurs et ambassadrices du drapeau franco-ontarien. Depuis 2001, il est président de Virtuo.CA CMS Technologies.

Le Laurier Rogers du francophile de l'année a été décerné au Dr Harvey Barkun.

Celui-ci a été nommé successivement directeur de nombreux hôpitaux avant de se joindre au conseil d'administration de l'Hôpital Monfort. Il s'est joint au conseil au plus fort de la crise de Montfort et a été et est encore un ardent défenseur du fait français en Ontario. De plus, il a été nommé membre du Comité consultatif sur les services en français de la ville d'Ottawa.

Une nouveauté cette année, le Laurier Virtuo.ca jeunesse de l'année a été alloué à André Brisebois.

Ce dernier est coordonnateur des programmes à la jeunesse au Conseil de la coopération de l'Ontario et jeune dirigeant stagiaire à la Caisse populaire Trillium. Il travaille également à la mise sur pied de Sketch Orléans, un centre de ressources pour les jeunes. Il a aussi contribué au projet des Monuments de la francophonie.

10 ans déjà pour le conseil catholique



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 8 février 2008 à 11:11

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE) a lancé, la semaine dernière, les festivités pour son 10e anniversaire d'existence. Créé il y a 10 ans, à la suite d'une refonte du système des conseils scolaires en Ontario, le CÉCLFCE fait parti des 12 conseils de langue française alors implantés.

La directrice de l'éducation, Lise Bourgeois et la présidente du Conseil, Diane Doré, ont donné le coup d'envoi sous le thème *De la performance au dépassement* devant une salle comble.

Des activités auront lieu tout au long de l'année dont un grand gala, le 22 février prochain, au Centre de conférence du Hampton Inn, et, le 11 avril, une célébration pour les quelque 1800 employés du Conseil, au Centre des congrès d'Ottawa, lors d'une journée pédagogique.

Lors du lancement, la chanson thème du 10e anniversaire a été dévoilée.

Le CÉCLFCE avait lancé un concours parmi ses écoles secondaires pour l'écriture d'une chanson. Celui-ci a été remporté par trois élèves de 10e année de l'Académie catholique Ange-Gabriel de Brockville.

Ceux-ci accompagnés d'autres élèves ont d'ailleurs entonné le refrain reprenant le slogan du Conseil : *C'est le meilleur conseil qu'on puisse vous donner.*

La chanson a été mise en musique par l'auteur-compositeur-interprète et animateur culturel du Collège catholique Samuel-Genest, Paul Demers.

Il est possible d'écouter la chanson en visitant le www.ecolecatholique.ca sous la rubrique *Chanson 10e anniversaire.*

Lors de son allocution, Mme Bourgeois a tenu à répéter que les élèves des écoles catholiques affichent les meilleurs résultats de la province pour les tests provinciaux.

«Par exemple, pour une quatrième année de suite, les élèves de 3e et 6e année ont dépassé le taux de réussite de 75 % fixé par le ministère de l'Éducation», en ajoutant que le Conseil croit que chaque élève peut réussir en lui donnant le temps et l'appui nécessaire.

Elle a également mentionné leur réussite concernant l'implantation d'écoles dans l'ouest, qu'elle a surnommé «la conquête de l'Ouest».

«Nombreux étaient ceux qui nous disaient qu'il n'y avait pas suffisamment d'intérêt à l'ouest d'Ottawa pour justifier la construction d'écoles de langue française. Nous avons dit : "Laissez-nous bâtir nos écoles, et ils viendront." [...]Les septiques étaient nombreux et ils ont été confondus», a-t-elle fait valoir.

Mme Doré a, par ailleurs, fait remarquer que bien que le conseil n'ait que 10 ans d'existence, il s'appuie sur 220 ans d'expérience.

De fait, le nombre d'élèves ne cesse de s'accroître. «Cette année, le nombre d'élèves inscrits dans nos écoles s'est accru de 3 %, notre plus forte croissance des effectifs scolaires depuis notre fondation», a-t-elle conclu.

Du cinéma à Garneau



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 8 février 2008 à 11:15

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'École secondaire catholique Garneau a trouvé une façon originale d'occuper les enfants lors de journées pédagogiques. En effet, l'amphithéâtre de l'école ouvre ses portes à la communauté afin d'y présenter des films en français s'adressant aux enfants de 4 à 11 ans lors des journées pédagogiques, et ce, gratuitement et tout au long de l'année.

Une première expérience a eu lieu à la fin janvier et a été concluante, attirant une cinquantaine de personnes.

L'expérience sera donc répétée ce vendredi, le 15 février. Le film <@Ri>Les petits pieds du bonheur<@p> sera présenté à 10 h et 13 h.

Les enfants doivent être accompagnés et des breuvages ainsi que du maïs soufflé sont offerts.

L'animateur culturel de Garneau, Claude Bouchard croit que cette activité contribuera non seulement à exploiter la salle, qui n'est pas exploitée à son maximum, à son avis, mais aussi à atteindre l'objectif de rétention et de recrutement des élèves.

«Ça permet aux jeunes d'entrer et de visiter le secondaire et peut-être de leur donner l'envie de revenir», fait-il remarquer.

Dans une autre optique, c'est aussi l'occasion de démontrer aux jeunes que l'école est autre chose que les sports et la pédagogie.

Ce dernier est enthousiaste et envisage même la possibilité de projeter un film sur un mur de l'école et d'en faire un cinéparc, entre autres.

Ottawa rafle tout

Au Tournoi franco-ontarien de volley-ball



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 8 février 2008 à 11:17

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les équipes d'Ottawa ont tout raflé au 22e tournoi franco-ontarien de volley-ball féminin senior, qui a eu lieu les 30 et 31 janvier ainsi que les 1er et 2 février, à Cornwall. Le mauvais temps a toutefois causé des maux de tête aux organisateurs de l'événement. Dame Nature n'aime définitivement pas le volley-ball. La pluie qui a sévi sur l'Ontario, mercredi dernier, est, en effet, venue perturber le tournoi. Au lieu des 40 équipes inscrites au départ, seulement 33 ont pu effectuer le trajet vers Cornwall. Puis, vendredi, deux équipes se sont désistées, à cause de la tempête de neige qui déferlait sur la province.

«Ça a été toute une semaine, a indiqué l'organisatrice de l'événement, Marie-Andrée Ouimet. On a dû modifier plusieurs choses à la dernière minute. Mais tout s'est bien fini, samedi», a-t-elle assurée.

Les équipes d'Ottawa ont toutefois gâché la fête pour les clubs de l'extérieur s'étant déplacés, raflant les trois médailles en jeu dans la série A, soit celle des 16 équipes ayant montré les meilleures fiches en ronde préliminaire. L'or est allé à l'École secondaire publique Louis-Riel, tandis que le Collège catholique Samuel-Genest a obtenu l'argent. L'École secondaire catholique Franco-Cité a fermé la marche, récoltant la médaille de bronze.

En série B, regroupant les clubs ayant terminé de la 17e à la 24e place au classement général des matchs préliminaires, l'École secondaire publique Gisèle-Lalonde a remporté l'or, ayant défait en finale l'École secondaire catholique Garneau, qui se mérite l'argent. Le bronze est allé à l'équipe junior de l'École secondaire publique l'Héritage, de Cornwall.

Enfin, en série C, l'École secondaire catholique Père-René-de-Galinée, de Cambridge, a terminé sur la plus haute marche du podium, suivie de l'équipe junior de l'École secondaire catholique La Citadelle et de l'École secondaire catholique Sainte-Famille, de Mississauga.

Sortir du piège de la langue maternelle

**Ce qui compte au Québec, c'est la langue d'usage public, pas la langue maternelle...
Concentrons-y nos efforts.**

par Carole Beaulieu

publié dans *L'actualité* du 1er mars 2008

Le fait que moins de un Montréalais sur deux n'a pas le français comme langue maternelle est aussi inquiétant que l'annonce qu'il va neiger l'hiver prochain. On a vu pis.

Ce qui devrait nous préoccuper, ce ne sont pas les données sur la langue maternelle, pas plus que sur la langue d'usage à la maison. Plutôt celles sur la langue d'usage dans l'espace public, un indicateur que Statistique Canada ne compile malheureusement pas.

Prenez un ami de Montréal, prénommé Carlos, né en Argentine, qui travaille dans le domaine comptable. Langue maternelle : espagnol. Langue d'usage à la maison : vietnamien. En secondes nocces, il a épousé une Vietnamiennne d'Hanoi, et il contribue à la franciser, elle ainsi que sa fille. Langue d'usage public de ce Carlos : français. Carlos est donc un francophone. Tout comme ses quatre enfants — trois d'un premier mariage —, aujourd'hui adultes, dont l'un est aussi papa. Et je ne vous parle pas de mes voisins et de leurs trois enfants. Langues maternelles des parents : portugais et anglais. Langue d'usage public : français.

Immigration ne veut plus dire anglicisation automatique ! En 1971, un peu moins de la moitié des allophones (47 %) pouvaient parler le français. En 2001, c'était près de trois sur quatre (73,5 %), selon des données du Conseil supérieur de la langue française. Les chiffres étaient-ils plus bas en 2007 ? L'Office québécois de la langue française nous le dira peut-être en mars, quand il dévoilera son bilan quinquennal.

Depuis 30 ans, les Québécois — leurs gouvernements et leurs institutions — sont passés maîtres dans l'art de franciser leurs concitoyens canadiens ou étrangers. Ici, on produit des francophones ! Et dans de nombreuses régions du monde où des langues minoritaires tentent de survivre — parlez-en aux Ukrainiens, submergés par les russophones —, on admire les stratégies des Québécois et on s'en inspire. Au Québec, on a francisé avec succès les univers du film, du jeu vidéo, du logiciel, de l'automobile...

Certes, ce serait bien si tous les immigrants, au Québec, avaient le français comme langue maternelle. Mais ce bassin n'est pas infini. Un ergothérapeute dont la langue maternelle est le roumain et qui parle le français comme un novice, c'est mieux que pas d'ergothérapeute du tout.

Il y a des ratés dans les commerces du centre-ville de Montréal ? Sans doute. Dénonçons-les. Plaignons-nous. Cessons de consommer dans ces commerces-là. Cherchons aussi des solutions.

La pénurie de main-d'œuvre qui s'annonce dans les prochaines années placera les petits commerçants devant des choix cruels. Vaut-il mieux un caissier unilingue ourdou que pas de caissier du tout ?

Mettons en place des programmes incitatifs de francisation pour les entreprises de moins de 50 employés et payons-en le prix administratif.

La société française d'Amérique ne sera pas gratuite !

Finançons mieux des initiatives fructueuses comme celles des comités de francisation des syndicats, celui de la FTQ par exemple. Leur budget est d'à peine le dixième de ce qui est versé aux comités de santé et de sécurité au travail. Leurs membres connaissent bien les contraintes des petites entreprises en mal de main-d'œuvre. Ils arrivent à franciser des

ouvriers qui ont peu de temps à passer sur les bancs d'école, occupés qu'ils sont à nourrir leur famille. Consultons-les.

Et soyons pragmatiques. Sur une échelle de 1 à 10, le progrès du français au Québec depuis 30 ans est un bon 8 ! Un 10 serait mieux, évidemment. Ne nous endormons pas sur nos lauriers. Pour faire grandir le français en Amérique du Nord, il faudra toujours bagarrer dans les coins. La mondialisation nous impose à tous de parler non seulement le français, mais aussi d'autres langues. Notre déclin démographique nous condamne également à payer pour franciser de nouveaux arrivants.

Il va neiger sur le Québec, c'est certain. Créons des mesures incitatives à l'achat de bonnes pelles et de pneus à neige. Demandons aux entreprises une contribution accrue à la francisation. Un pourcentage de leurs profits ? Exigeons du français dans l'espace public. Et ne nous inquiétons pas trop de la langue que les gens parlent dans leur cuisine ou leur chambre à coucher.

Fermer la fenêtre



Le lundi 11 fév 2008

Des étudiants de l'UQAM entament une grève

Catherine Handfield

La Presse

C'est reparti. Dès aujourd'hui, les étudiants en sciences humaines de l'UQAM entament une première semaine de grève, tandis que d'autres associations de l'université pourraient se joindre au mouvement dès cet après-midi.

Tel que voté mercredi dernier à 62%, les étudiants de la faculté des sciences humaines délaisseront leurs cours jusqu'à la semaine prochaine. Un autre vote sera alors tenu pour reconduire ou non la grève.

Le mouvement, qui vise à dénoncer la hausse des droits de scolarité et le plan de redressement budgétaire de l'UQAM, pourrait impliquer quatre des sept associations facultaires de l'établissement. Les étudiants de deux facultés (lettres, langues et communications et science politique et droit) se prononceront dès aujourd'hui, et ceux en arts trancheront jeudi.

«Demain (aujourd'hui), nous nous préparerons, mais la grève sera réellement déclenchée mardi avec une manifestation dès 12h30», a indiqué hier soir Jean-Christophe Gascon, secrétaire à l'information à la faculté des sciences humaines.

Les associations facultaires impliquées espèrent que d'autres universités et cégeps se joignent à eux. «On aimerait tous que le Québec débraye, comme en 2005», a concédé hier Dominique Guay, externe à la faculté des lettres, langues et communications. Des assemblées sont prévues les 19 et 20 février dans les cégeps de Drummondville et Marie-Victorin.

Rappelons qu'en novembre dernier, cinq associations facultaires de l'UQAM ont tenu quelques journées de grève pour les mêmes motifs.

Le lundi 11 fév 2008

Demande de recours collectif contre une commission scolaire

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

Une commission scolaire de la Rive-Sud de Montréal pourrait se retrouver devant les tribunaux pour avoir demandé à des parents d'assumer l'achat de matériel scolaire.

Luc-Pierre Laferrière a déposé vendredi à la Cour supérieure de Longueuil une demande de recours collectif contre la commission scolaire des Grandes-Seigneuries. Les écoles secondaires que fréquentent les deux enfants de M. Laferrière, à La Prairie, lui ont facturé, entre 2004 et 2007, 134\$ pour l'achat de romans dont la lecture était obligatoire en classe.

Selon M. Laferrière, la commission scolaire a enfreint la Loi sur l'instruction publique qui stipule clairement que tous les manuels et le matériel didactique - dictionnaire et grammaire, par exemple - requis pour l'enseignement doivent être fournis gratuitement. Le ministère de l'Éducation ne tolère que quelques exceptions: les cahiers d'exercices dans lesquels les élèves écrivent, dessinent ou découpent et qui ne sont pas réutilisables, de même que les fournitures scolaires (crayons, papiers, gomme à effacer, etc.).

«Normalement, un roman est considéré comme du matériel didactique et doit être gratuit», confirme la porte-parole du ministère de l'Éducation, Stéphanie Tremblay. La Fédération des comités de parents du Québec donne d'ailleurs précisément cet exemple de frais «inacceptables» dans une fiche d'information destinée aux parents.

Mais la commission scolaire aurait trouvé le moyen de contourner la Loi sur l'instruction publique en affirmant que le roman n'est pas réutilisable si l'élève y prend des notes. «L'achat de ce roman pourra se justifier par son utilisation à titre de cahier d'exercices où l'élève pourra annoter», peut-on lire dans un courriel envoyé par l'administration de la CS aux directions des écoles secondaires, reproduit dans la requête déposée vendredi.

M. Laferrière, qui a été élu au poste de commissaire scolaire l'automne dernier, affirme que plusieurs parents se sont plaints de cette pratique. «Mais ils ne veulent pas se battre pour récupérer 5\$ ici et là. Moi, j'ai des ressources limitées, et j'estime que les montants sont abusifs.» Les parents des quelque 20 000 élèves du primaire et du secondaire de la CS pourraient bénéficier du recours, estime M. Laferrière.

Compte tenu des procédures judiciaires en cours, la CS a refusé d'émettre tout commentaire hier. En 2005, le ministère de l'Éducation a clarifié les balises encadrant les frais facturés aux parents par les écoles publiques, qui avaient fait un bond de 40% en quatre ans, passant de 100 à 143 millions entre 1999 et 2003. Cette facture doit désormais être approuvée par le conseil d'établissement de chaque l'école, composé à parts égales d'employés et de parents.

Le samedi 09 fév 2008

Français: les profs veulent plus d'autonomie

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

Faut-il apprendre aux enfants à lire avec l'approche dite «syllabique» ou plutôt celle des mots étiquettes, dite «globale»? L'ADQ penche en faveur de la première. Mais le débat n'a pas lieu d'être, disent les syndicats de professeurs, qui réclament d'abord et avant tout d'avoir le libre choix entre les deux.

Le plan d'action gouvernemental sur l'amélioration du français à l'école, présenté mercredi, est resté muet sur la question. Mais le président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), Pierre St-Germain, estime que le ministère de l'Éducation aurait dû prévoir des moyens de mieux faire cohabiter les différentes méthodes pédagogiques. Par exemple, en «informant les professeurs des études scientifiques sur les techniques d'apprentissage de la lecture. En leur précisant les portées des deux méthodes, ils pourront faire le meilleur des choix en fonction de l'élève devant eux.»

Selon Nathalie Morel, présidente de l'Alliance des professeurs de Montréal (APM), les professeurs ne «se sentent pas encouragés à utiliser la méthode syllabique». Avec l'approche globale, l'enfant reconnaît le mot entier plutôt que de le décoder syllabe par syllabe. Le Renouveau pédagogique ne cible aucune méthode en particulier, mais sa philosophie favorise l'application de la méthode globale, dit-elle.

«La plupart des enseignants ne se limitent pas à l'approche globale, mais les nouveaux enseignants, eux, se sentent bien démunis. Ils n'ont pas beaucoup entendu parler de l'approche syllabique», juge Mme Morel. Elle déplore aussi que le «matériel pédagogique autorisé par le Ministère privilégie surtout l'approche globale».

L'APM et la FAE ne souhaitent pas que Québec opte pour l'une ou l'autre des méthodes, afin de ne pas entraver l'autonomie des professeurs en classe. «On ne peut pas se satisfaire de l'une ou l'autre des approches. C'est une combinaison des deux qui est préférable, et c'est ce que les professeurs mettent en pratique», dit Johanne Fortier, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement du Québec.

S'il n'en tenait qu'au porte-parole adéquat en matière d'Éducation, François Desrochers, la méthode syllabique ferait toutefois un retour en force dans les écoles. «Il faut la valoriser. Elle a fait ses preuves, et c'est la méthode qui permet aux parents de mieux se connecter avec leurs enfants», dit-il.

«Nous ne sommes pas contre l'idée de laisser le libre choix aux enseignants, mais il faut penser aux parents qui ne sont pas à l'aise avec cette approche (globale).» La Fédération des comités de parents n'a pas reçu d'appels de parents sur cette question. «Mais sur le terrain, je vois bien le désarroi des parents», dit M. Desrochers.

La députée péquiste Marie Malavoy, critique en matière d'éducation, croit aussi que des parents sont inquiets. «Ce sont les oubliés du plan d'action. Je souhaiterais qu'on les aide à s'y retrouver. La méthode globale, par rapport à des méthodes plus classiques, contient sa part d'inconnu qui peut être déroutante», dit-elle. Mais pas question de favoriser une pédagogie au détriment d'une autre. «Les professeurs ont le droit de revendiquer à juste titre leur autonomie dans la classe.»

D'ailleurs, alors que le plan d'action sur la lecture a été généralement bien accueilli, le désir de la ministre Courchesne de modifier le régime pédagogique pour s'assurer que les écoles prévoient bel et bien une période de lecture par jour et que les enfants fassent au moins une production écrite par semaine, s'est attiré les critiques, hier.

«Que le ministère impose des examens, soit, c'est son rôle. Mais qu'après, on affirme qu'il faut faire telle chose pendant tant de temps, cela va en contradiction avec la marge d'autonomie des enseignants», note Mme Malavoy.

«Avec tout ce qu'on retrouve dans le plan, on devrait être en mesure d'améliorer l'apprentissage du français sans imposer de contraintes aux enseignants», juge Denis Pouliot, porte-parole de la Fédération des commissions scolaires du Québec.

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red rounded rectangular background.

Le dimanche 10 fév 2008

Les étudiants en sciences humaines de l'UQAM seront en grève lundi

La Presse Canadienne

Les 4700 étudiants en sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal seront en grève à compter de lundi. Leur débrayage devrait se poursuivre toute la semaine, a rapporté Radio-Canada sur son site Internet.

Ils veulent ainsi manifester leur mécontentement par rapport à la hausse des droits de scolarité et au plan de redressement budgétaire de l'établissement.

Le secrétaire à la coordination de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM, Alex Bourdon-Charest, affirme que le plan financier proposé va nuire à la qualité de l'enseignement et entraîner des hausses de frais.

La semaine dernière, la direction de l'UQAM a demandé aux étudiants de la faculté des sciences humaines de renoncer au débrayage.

Par ailleurs, d'autres associations étudiantes de l'UQAM pourraient suivre l'exemple de leurs confrères. En ce sens, les étudiants de certaines autres associations doivent se prononcer lundi sur la possibilité de se joindre à ce mouvement de grève.

Le lundi 11 fév 2008

Bouffer des allergènes pour s'en protéger

[Stéphanie Bérubé](#)

La Presse

Face à une inquiétante hausse des allergies alimentaires, nous avons retiré les arachides des écoles et demandons aux parents de tenir leurs tout-petits loin des allergènes les plus répandus. Résultat ? Les allergies continuent d'augmenter. Une partie de la communauté scientifique croit maintenant qu'il serait plus efficace de désensibiliser les enfants en les mettant en contact avec les aliments maudits. La théorie ne fait pas l'unanimité.

Petit-déjeuner de fin de semaine. Simon mange avec ses parents. Deux œufs brouillés, une tartine au beurre et du fromage. Tout va bien, rien d'exceptionnel. Sauf que Simon est sévèrement allergique aux œufs.

Le scénario semble utopique ? Aux États-Unis, des scientifiques travaillent fort à le rendre bien réel. En donnant des petites doses d'allergène à un patient allergique, l'immunothérapie le rend plus tolérant. La pratique est controversée et déclenche des passions au sein de la communauté des allergiques. Certains croient que cette désensibilisation progressive est une avenue très prometteuse, peut-être l'avenir de la thérapie pour les allergiques. D'autres plaident que c'est plutôt un procédé extrêmement dangereux.

« Ça m'inquiète beaucoup, avoue le Dr Jacques Hébert, du département d'allergie et d'immunothérapie du Centre hospitalier universitaire de Québec. Les allergies alimentaires sont tellement puissantes et dangereuses. »

Aucun allergologue ne pratique la désensibilisation orale au Québec. Ce qu'on appelle aussi l'immunothérapie de contact gagne pourtant des adeptes, surtout aux États-Unis où plusieurs expériences ont des résultats concluants.

Le principe est simple : sous étroite supervision médicale, le patient reçoit des poudres d'œuf ou d'arachide. Cela permet de donner des doses aussi petites que 1/3000 d'une arachide. C'est un peu le même principe que l'homéopathie, combattre le mal par le mal, mais en le diluant.

Le résultat, dans les faits, n'est pas la disparition de la réaction allergique, mais une tolérance au contact de l'allergène. Un enfant allergique resterait allergique. Mais il pourrait tolérer des traces d'arachides. Ou sa réaction serait moins virulente s'il en mangeait par accident.

Le Dr Wesley Burks, chef du département d'allergie et d'immunothérapie pédiatrique de l'hôpital de l'Université Duke, est un ardent défenseur du principe. Il a mené plusieurs expériences d'immunothérapie. « Les participants qui ont pris une dose quotidienne de produits d'œufs durant deux ans se sont bâtis une résistance jusqu'au point où la plupart d'entre eux pouvaient manger deux œufs brouillés sans aucune réaction », expliquait-il, au dévoilement des résultats de l'une de ces études.

D'autres expériences sont en cours. Toutes impliquent des doses orales. Des expériences précédentes, où l'on injectait l'allergène, ont déjà fait des morts et plusieurs professionnels de la santé le rappellent systématiquement lorsque l'on

mentionne le mot « immunothérapie ».

Le Dr Burks comprend bien les réticences de ses semblables. « Je ne dis pas à tout le monde de se lancer là-dedans, explique-t-il depuis son bureau de Caroline-du-Nord. Ce n'est pas encore prêt pour une pratique clinique. » Mais selon lui, il faut poursuivre les investigations car les premiers résultats sont très prometteurs.

La Dre Marie-Noël Primeau, de l'Hôpital général pour enfants de Montréal, ne connaît personne au Québec qui songe à mettre le principe en pratique. Mais elle n'est pas fermée à l'idée. Elle observe avec intérêt les études faites ailleurs. « À la base, nous ne sommes pas contre, mais nous n'avons pas encore la preuve que c'est si bon que ça », dit-elle. Selon cette allergologue, il faudrait démontrer hors de tout doute que les enfants qui ne réagissent plus après un processus de désensibilisation ne sont pas simplement des cas où l'allergie s'est naturellement résorbée, ce qui arrive régulièrement. « Nous attendons des preuves statistiques, dit la Dre Primeau. Ça peut très bien fonctionner sur un individu, mais statistiquement, il n'y a toujours pas de preuve irréfutable. »

Parmi les réserves évoquées par les professionnels et les parents, la peur que certains tentent le coup à la maison, sans supervision médicale.

« La définition d'allergie est très vaste, explique le Dr Hébert. Mais certaines allergies sont extrêmement dangereuses. Il y a un réel risque de décès. Même des microtraces d'allergènes peuvent déclencher une violente réaction. »

Manger ou ne pas manger ?

Jusqu'à présent, éviter le contact avec les aliments est encore le mot d'ordre pour les personnes allergiques. Mais pour les autres ? Faut-il aussi éviter les aliments qui sont susceptibles de causer des allergies chez un jeune enfant qui ne présente aucune prédisposition ?

Les médecins ne s'entendent pas sur le sujet. « Rien ne nous dit qu'on peut prévenir les allergies », dit Marie-Noël Primeau, après une courte hésitation.

D'après elle, en alimentation, à un certain moment il faut calculer les risques potentiels contre les bénéfices certains. Dans le cas du poisson, par exemple. Ne pas donner de poisson à son enfant avant 3 ans de peur qu'il devienne allergique alors qu'il bénéficierait certainement des oméga-3 n'est peut-être pas un bon calcul. D'autre part, l'allergologue comprend que certains parents préfèrent attendre qu'un enfant puisse clairement s'exprimer avant d'inclure des allergènes potentiels dans son assiette. Si la gorge pique, il pourra le dire.

Une école de pensée suggère plutôt de diversifier au maximum l'alimentation des petits enfants, très vite. Les allergies alimentaires seraient d'ailleurs moins fréquentes sur les continents africain et asiatique, où il y a peu de restrictions alimentaires.

« Pour un enfant à risque, il est recommandé de retarder les aliments à haut risque allergènes comme les noix, les arachides et les crustacés », dit le Dr Jacques Hébert. Mais pour les autres, « les universels », comme les appelle le médecin, rien n'indique qu'on doive les priver de quoi que ce soit. Idem chez la femme enceinte.

« Il n'y a pas de preuve qu'une diète restrictive chez la femme enceinte a un impact chez son enfant », dit le Dr Hébert.

L'allergologue cite une étude qui conclut que les enfants développent une tolérance s'ils

mangent une vaste gamme d'aliments tôt dans la vie, incluant ceux qui sont le plus susceptibles de causer des réactions.

Si tel était le cas, il faudrait conclure que bannir les arachides des écoles et des garderies a peut-être causé plus d'allergies que ça en a évité. « C'est vrai, dit le Dr Hébert. Les recommandations pourraient changer du jour au lendemain. »

En attendant, tous les yeux d'allergologues sont tournés vers la Grande-Bretagne où le projet LEAP veut faire la lumière sur le sujet. Presque 500 bébés prédisposés à développer une allergie à l'arachide seront suivis durant cinq ans.

La moitié grandira dans un monde sans arachide et l'autre recevra des collations contenant des arachides au moins trois fois par semaine. Les scientifiques calculeront, à l'arrivée, le nombre d'allergiques. Et dans quel groupe ils se trouvent majoritairement.

Selon Jacques Hébert, ce genre d'étude pourrait nous faire revoir nos certitudes faces aux allergies alimentaires.



Le dimanche 10 fév 2008

Le temps d'attente des immigrants a augmenté de 20 %

Alexander Panetta

La Presse Canadienne

Ottawa

Des statistiques rendues publiques par l'opposition à Ottawa démontrent que le temps d'attente des personnes souhaitant immigrer au Canada a augmenté de 20 pour cent depuis 2004.

Ces données mettent également en lumière de grandes disparités dans la façon qu'ont les autorités canadiennes de traiter les demandes d'immigration en provenance d'un pays ou d'un autre.

Le temps d'attente de certains immigrants est de pas moins de 2300 pour cent supérieur à celui d'autres demandeurs, tout dépendant de leur pays d'origine et de la catégorie d'immigration dans laquelle ils se trouvent.

Un enfant à charge dont le dossier est soumis à des responsables canadiens à Pékin, Séoul ou Ankara, par exemple, a 80 pour cent de chances d'être traité dans un délai de quatre mois. Mais le temps d'attente moyen d'un enfant est de 13 mois à Singapour, 19 mois au Guatemala et 34 mois au Caire.

Des disparités similaires sont observées dans la catégorie des travailleurs qualifiés.

Un travailleur qualifié peut s'attendre à voir son dossier être traité dans un délai de 14 mois à Lima et de 15 mois à Paris. Mais s'il est originaire de Kiev, il devra vraisemblablement patienter pendant une période pouvant s'étirer jusqu'à 71 mois.

«Rien n'excuse la discrimination», a affirmé le député libéral Jim Karygiannis.

«Pourquoi ne regardons-nous pas les gens comme des gens? (...) Les choses devraient bouger à la même vitesse, qu'il s'agisse de (quelqu'un) de Grèce, d'Europe, du sud de l'Asie ou de Chine», a-t-il ajouté.

M. Karygiannis a obtenu des statistiques du ministère canadien de la Citoyenneté et de l'Immigration en vertu des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information. Le député de la région de Toronto a ensuite pris ces données, effectué une série de calculs et conclu que le temps de traitement des dossiers des immigrants souhaitant s'installer au Canada était en hausse, plus précisément de 20 pour cent depuis 2004 et la fin de 2006.

Le gouvernement n'a pas contesté les données rendues publiques, que M. Karygiannis affirme avoir mis des semaines à compiler.

Toutefois, les conservateurs ont imputé l'augmentation du temps d'attente aux 800 000 dossiers hérités des libéraux lorsqu'ils ont pris le pouvoir, en 2006.

Mike Fraser, porte-parole de la ministre de l'Immigration, Diane Finlay, a indiqué que le gouvernement avait réagi à la situation en consacrant ses ressources aux catégories jugées prioritaires, en particulier celle de la réunification des familles.

Prendre le chemin



par **Gérald Poulin**

[Voir tous les articles de Gérald Poulin](#)

Article mis en ligne le 8 février 2008 à 11:12

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

J'ai toujours été fasciné par le chemin de Compostelle, mais je n'ai jamais trouvé le temps de faire le pèlerinage. *Le pèlerin de Compostelle* de Paolo Coelho m'avait bien remis l'eau à la bouche puis plus tard, j'ai lu le livre d'une actrice américaine qui avait fait le chemin de Compostelle. Le premier était édifiant, le deuxième complètement capoté où l'actrice se disait guidée par je ne sais quel esprit dans son pèlerinage. Un vieil ami à moi, Rodolphe Latreille, a fait le *El camino* cinq fois. Faut le faire! Mais, il n'en est pas resté là. Il est devenu membre du conseil d'administration de Pèlerinage Québec 2000 qui fête, cette année, 10 ans d'existence. Ce groupe a ouvert le Chemin des sanctuaires partant de l'Oratoire Saint-Joseph et qui se termine à Sainte-Anne-de-Beaupré en passant évidemment par le Cap de la Madeleine. Rodolphe a vu la possibilité d'établir un nouveau Chemin des sanctuaires qui a pour nom Chemin des sanctuaires Outaouais-Montréal. Il en existe maintenant quatre chemins de la sorte.

Donc, pendant 30 jours, six pèlerins partent chaque jour de la Cathédrale à Ottawa et se dirigent à pied vers Montréal. Ce périple les amènera des deux côtés de la rivière des Outaouais, sur une période de 12 jours et sur une distance d'environ 228 km, jusqu'à l'Oratoire Saint-Joseph. Ils marcheront environ 19 km par jour et seront accueillis le soir chez quatre communautés religieuses en cours de route, quatre locaux offerts par des municipalités, deux résidences d'aînés et chez un couple à la retraite qui offre leur logis aux six voyageurs pour la nuit. À certains endroits, on offre aussi le déjeuner et le souper. Les départs ont lieu chaque jour du 25 mai au 23 juin.

Vous allez me dire que ça coûte cher? Pas du tout, des frais d'inscription de 50 \$ et même si le logement pour la nuit est gratuit, on demande aux marcheurs de laisser un 10 \$ par soir pour l'accueil et 5 \$ pour le déjeuner et 10 \$ pour le souper quand ils sont offerts.

Le parcours, après 3 ans, est connu et est devenu populaire. Plusieurs propriétaires de maisons le long de la route ont demandé aux organisateurs de mettre une affiche devant leur maison pour inviter les marcheurs à s'arrêter pour se reposer, prendre un café, un jus, de l'eau ou tout simplement s'asseoir dans une balançoire ou un patio pour se reposer.

Mais pourquoi entreprendre une telle démarche? Chaque participant a ses raisons et elles sont toutes aussi variées que les marcheurs eux-mêmes. Pour les uns, c'est un vrai pèlerinage : donc un moment d'arrêt dans leur vie pour se redécouvrir, pour renouer avec la foi ou tout simplement pour tenter d'obtenir une faveur bien spéciale pour eux-mêmes ou un des leurs. D'autres sont des marcheurs invétérés, des randonneurs ou des touristes. Pour eux, c'est un défi pour démontrer la force de leur corps et de leur volonté. Plusieurs pensent que ce périple exige un effort de 20 % de leur corps et de 80 % de force d'âme, une manière de laisser le spirituel l'emporter sur le corporel.

Pour tous, c'est un temps de s'éloigner du quotidien plat, de faire le vide, de se découvrir, de rencontrer la nature, de cheminer sur la route et intérieurement ou tout simplement de découvrir le patrimoine, lieux historiques, vieilles maisons coquettes ou architecture d'églises. Chose certaine, le voyage se fait au rythme de chacun, en toute liberté et souvent accompagné de gens intéressants. Mais au fond, le Chemin des sanctuaires nous ramène à la vieille notion médiévale de pèlerinage soit «un christianisme complet».

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez vous adresser au Chemin des sanctuaires Outaouais-Montréal, C.P. 82055, Gatineau, Québec, J8T 8B6 ou en appelant au 819-777-6023. Il y a encore quelques places pour un départ au printemps.

L'écho d'un peuple à Bal de neige



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 8 février 2008 à 11:17

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Créé à partir de personnages de L'écho d'un peuple, Champlain et le dieu des eaux troubles est présenté, les samedis et dimanches, en après-midi, dans le cadre de Bal de neige au Lac Dow. À travers trois personnages, les aventures périlleuses et mystérieuses du premier voyage de Samuel de Champlain en Outaouais sont racontées. Cette expédition le mène du Long-Sault jusqu'aux chutes Chaudières en passant par une chute qu'il nomma Rideau. Les anecdotes et les récits sont directement tirés du journal du père de la Nouvelle-France et inspirés du mythe algonquin du dieu des eaux troubles. Écrite par Félix Saint-Denis et mise en scène par Richard J. Léger qui y joue également un explorateur, la pièce met également en scène Ève Alexandre-Beaulieu et Michel Sauvé qui incarnent une paysanne et un coureur des bois. La pièce est présentée au Café des glaces du Lac Dow à 12 h 45 et 14 h 45, les 16 et 17 février.

Luce Dufault de retour dans son patelin

Elle chantera à Orléans pour la première fois



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 8 février 2008 à 11:19

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La chanteuse, Luce Dufault, originaire d'Orléans, sera finalement en spectacle au Mouvement d'implication francophone d'Orléans (MIFO), le 22 février prochain, après avoir dû remettre son spectacle une première fois. Bien que la chanteuse soit née, ait habité et ait encore de la famille à Orléans, elle s'y produira pour la première fois.

«Je n'ai jamais chanté à Orléans. Ça va être la première fois, c'est excitant. J'ai hâte, d'autant plus que c'est un spectacle qu'on a remis. C'était décevant pour moi d'être obligé de remettre ce show-là. J'avais hâte.»

Le spectacle qui sera présenté au MIFO a été légèrement modifié pour s'adapter à la salle et à son ambiance plus intime.

«C'est un prolongement de mon dernier album, *Demi-jour*. Un spectacle acoustique en formation réduite. On est trois sur scène avec deux gars qui sont multi-instrumentistes, donc on n'a pas l'impression qu'il nous manque quelque chose et puis on a un petit peu adapté les chansons des albums précédents à cette couleur-là aussi. C'est vraiment un survol des derniers albums», indique la principale intéressée.

Demi-jour est le sixième album de l'interprète et cette dernière est excitée à l'idée de venir dans son patelin.

«Ça va sûrement me rendre nerveuse, j'essaye de ne pas y penser trop à l'avance, mais c'est sûr que chaque fois qu'on joue et qu'on sait qu'il y a des gens qu'on connaît bien et qui nous connaissent bien dans la salle, c'est excitant, mais, en même temps, c'est un stress supplémentaire qui est normal, j'imagine. Ça va ramener des souvenirs aussi, mais j'ai plutôt hâte. Je ne suis pas angoissée.»

Le spectacle réserve également quelques surprises aux spectateurs.

«Peut-être qu'il va avoir la présence de quelqu'un d'autre qui va chanter avec moi pour une chanson. Il y a aussi les nouvelles chansons ou de nouveaux arrangements sur des chansons bien connues, il peut avoir des trucs surprenants qui se passent au niveau musical, a-t-elle indiqué sans dévoiler plus de détails. J'ai bien hâte d'y aller et c'est une salle que je ne connais pas non plus donc ça va être une découverte à plein de points de vue.»



L'INFOBOURG
L'agence de presse pédagogique (APP)

**Une nouvelle source
de motivation pour la classe**

Informez-vous de
programme de pré

Accueil | Actualité | Éditorial | Webbillard | Chemises | Projets | L'école branchée | Recherch

Édition Canada ▼

Actualité

BLA Dans l'actualité...

11 février 2008
[Des outils technos pour les élèves ayant des troubles d'apprentissage](#)

11 février 2008
[COMMUNIQUÉ : De Marque lance SCOOP! junior](#)

9 février 2008
[Un truc Allô prof - 5](#)

8 février 2008
[Une école qui n'a pas l'air d'une école](#)

Chemise d'actualité

La ville de Québec a 400 ans - 1608-2008

Projet One Laptop Per Child - XO

Réunion nationale de la Société GRICS - 2007

7 février 2008

Im
cei

En
art

Le cours de Physique 534 maintenant en ligne

Par Martine Rioux, APP

La Commission scolaire de la Beauce-Etchemin et la Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec ont produit en partenariat un nouveau cours de Physique 534 qui est disponible sur Internet.

C'est la première fois qu'une commission scolaire et la **SOFAD** collaborent ensemble pour la réalisation d'un cours en ligne destiné au secteur de l'éducation des jeunes, bien qu'il sera également disponible pour l'éducation des adultes.

De fait, toutes les phases du projet ont été réalisées conjointement entre les deux organismes. La SOFAD a amené son expertise dans la conception et la production de cours en ligne destinés à l'éducation des adultes et la **CSBE**, son expérience dans la conception, l'expérimentation et l'utilisation de cours en ligne auprès de clientèles jeunes.

Physique 534 est généralement inscrit comme cours optionnel au programme de 5^e secondaire. D'une durée de 100 heures, le cours interactif et multimédia est en tout point conforme au cours de Physique 534 actuellement dispensé dans certaines écoles. De plus, il prend en considération les nouvelles orientations du Programme de formation de l'école québécoise présentement en implantation au 2^e cycle du secondaire.

Le nouveau cours en ligne est accessible à tous les établissements du Québec à partir du **portail de cours en ligne de la SOFAD**. Étant donné qu'il est disponible par Internet, il peut être utilisé dans une très grande variété de situation : en établissement ou à distance, en groupe ou individuellement. Des écoles qui n'offrent pas le cours actuellement (par manque de ressources ou d'élèves) pourraient donc décider de l'offrir aux élèves intéressés par cette matière.

Tout enseignant québécois peut, sur demande, obtenir un accès gratuit au cours.

Les deux institutions, la SOFAD et la CSBE, se proposent déjà de poursuivre leur partenariat pour la conception et la production d'autres cours en ligne dans le domaine de la mathématique, de la science et de la technologie pour le secteur des jeunes, en 4^e et 5^e années du secondaire. Notez que la CSBE offre déjà une plate-forme de formation en ligne.

Déjà paru sur l'infobourg : **Cours en ligne à la CS Beauce-Etchemin**

Source : Communiqué de presse, Robert Saucier, Conseiller en communication, recherche et planification, SOFAD.

Par Martine Rioux, APP

Annonces 

**Cours Par
Correspondance**

Site De Soutien
Scolaire En Ligne.
Moins De 10€ Par
Mois Seulement.
Maxicours.com/general_cc

**Nouveau service
en ligne**

Gérez vos
ressources Gérez
vos projets
www.timecost.ca

**10 min d'anglais
par jour**

Ludique, business
et personnalisé
Corrections
immédiates par e-
mail
www.gymglish.com

**Rentrée scolaire
2007**

Vaste choix, prix
imbattables
Livraison gratuite
sur achat de 50\$
www.GrandAndToy.com

 **Bulletin d'info**

Abonnez-vous au bulletin
d'information hebdomadaire
par courriel.


Entrez votre adresse :

 **Recherche**


 **Contacts**

Une nouvelle à soumettre, un
sujet à proposer, une question?
Écrivez-nous!

Cliquez ici!

 Espace des lecteurs

Pas encore de commentaires pour cet article!

 Commentez cet article!

Entrez votre prénom et votre nom :

Entrez votre ville :

Entrez votre courriel : (*Votre adresse ne sera pas affichée.*)

Entrez votre commentaire :

Pour valider, entrez dans la case suivante la suite de caractères
apparaissant dans l'image ci-dessous (ceci est une mesure anti-spam).



ATTENTION! Cliquez sur le bouton "Soumettre" avec la souris! Si vous
appuyez simplement sur "Enter", votre commentaire ne sera pas envoyé
dans le système.

*Nous nous réservons le droit de ne pas publier tous les commentaires. Le
délai de traitement est habituellement d'un ou deux jours ouvrables.*

Répertoire de ressources culture-éducation

plus de **1 500 artistes**,
écrivains et organismes
disposés à offrir des ateliers,
des activités ou des sorties
à caractère culturel aux élèves!

mcc.gouv.qc.ca/rencontres/



[Accueil](#) | [Actualité](#) | [Éditorial](#) | [Webabillard](#) | [Chemises](#) | [Projets](#) | [l'école branchée](#) | [Recherche](#) | [Conta](#)

© De Marque inc. 2008 Tous droits réservés. [Politique de confidentialité](#)



**Une nouvelle source
de motivation pour la classe**

Informez-vous de
programme de pré

Accueil
Actualité
Éditorial
Webbillard
Chemises
Projets
L'école branchée
Recherch

Édition Canada ▼

Actualité

8 février 2008

Une école qui n'a pas l'air d'une école
Par Martine Rioux, APP

À Henderson au Minnesota, un village d'à peine 900 habitants, se trouve l'une des écoles secondaires les plus hors normes qui soient. Lorsqu'on entre dans la New Country School, le constat est frappant. Il n'y a ni classe, ni enseignant, ni horaire et surtout pas de cloche!

L'école secondaire **New Country School** de Henderson, au Minnesota, accueille environ 125 élèves de la 7^e à la 12^e année. Fondée en 1994, par un groupe d'enseignants, qui en avait marre du système scolaire traditionnel, l'école est privée (il en coûte environ 9 000\$ pour une année d'étude), mais reçoit une part de financement publique et elle fonctionne comme une coopérative.

En fait, New Country School est tout à fait unique autant dans la façon dont elle a été construite que dans la manière dont les activités se déroulent à l'intérieur.

Le bâtiment a été construit pour n'accueillir qu'une seule pièce dans laquelle des espaces de travail ont été aménagés. Donc, il n'y a pas de classe. Tous les élèves évoluent dans un même environnement, chacun à leur bureau respectif, muni d'un ordinateur relié à Internet.

Et ils n'ont pas d'horaire à respecter, et donc pas de cloche qui sonne à tout moment dans la journée ! « On ne peut pas faire 45 minutes de maths et ensuite, tout arrêter au son de la cloche pour faire 45 minutes de sciences humaines », **précise l'un des fondateurs de l'école**. Selon lui, puisque ce n'est pas comme ça que fonctionne le monde du travail et même la vie en général, l'école ne devrait pas avoir à fonctionner ainsi.

Ce faisant, l'apprentissage à New Country School passe par la réalisation de différents projets par les élèves. Ce sont les élèves qui déterminent les sujets à traiter et la forme que prendront leurs productions. Ils n'ont aucune contrainte, si ce n'est qu'ils doivent garder en tête qu'ils devront réussir les examens standardisés du Minnesota au terme de leur scolarisation pour obtenir leur diplôme.

À chaque fois qu'un élève a complété un projet, il le présente à ses conseillers (il n'y a pas d'enseignant à New Country School, les adultes sont là pour guider les élèves dans la réalisation de leurs travaux). Il doit alors faire valoir sa démarche et le temps investi dans le projet, démontrer des apprentissages réalisés en cours de route. Puis, les conseillers déterminent du nombre de crédits qu'ils accordent au travail. Un élève doit récolter au moins 60 crédits pour obtenir son diplôme.

Une seule matière est enseignée de façon « plus traditionnelle » à New Country School : les mathématiques. Les élèves doivent compléter des leçons et exercices, mais ils le font à leur rythme.

Évidemment, si les « conseillers » repèrent des élèves qui ne travaillent

Dans l'actualité...

11 février 2008
[Des outils technos pour les élèves ayant des troubles d'apprentissage](#)

11 février 2008
[COMMUNIQUÉ : De Marque lance SCOOP! junior](#)

9 février 2008
[Un truc Allô prof - 5](#)

7 février 2008
[Le cours de Physique 534 maintenant en ligne](#)

Chemise d'actualité

[La ville de Québec a 400 ans - 1608-2008](#)

[Projet One Laptop Per Child - XO](#)

[Réunion nationale de la Société GRICS - 2007](#)

Im
cei

En
art

Annonces Google

[L'actualité - Écoles](#)

Consultez le palmarès des écoles, la référence du milieu scolaire!

www.lactualite.com

[Retournée scolaire 2007](#)

Vaste choix, prix imbattables
Livraison gratuite sur achat de 50\$

www.GrandAndToy.com

[Enseignement Maths Ici](#)

Cours Complet.
Reussite Garantie.
Découverte Gratuite
Pour 1^è Visite.

Maxicours.com/Enseigner

[Estime de Soi :](#)

Réussir ? ça
S'Apprend !... 101
Secrets Gratuits
pour Réussir

www.123succes.com

[Bulletin d'info](#)

Abonnez-vous au bulletin d'information hebdomadaire par courriel.

Entrez votre adresse :

[Recherche](#)

[Contacts](#)

Une nouvelle à soumettre, un sujet à proposer, une question? Écrivez-nous!

[Cliquez ici!](#)


pas ou qui errent pendant la journée, ils peuvent intervenir pour les ramener à l'essentiel : les apprentissages scolaires. Mais, généralement, d'après leurs témoignages, tout se passe bien, les élèves appréciant la liberté qu'on leur accorde et en faisant bon usage. Ils reconnaissent cependant que ce genre d'école ne pourrait convenir à tous les élèves. La manière de fonctionner à New Country School semble néanmoins porter ses fruits. Elle a un taux de diplomation de 83% et a été nommée parmi les **huit meilleures écoles à charte** par le Département de l'éducation des États-Unis.

Source: [Une école sans classes ni professeurs](#)

Par Martine Rioux, APP

 Espace des lecteurs

Pas encore de commentaires pour cet article!

 Commentez cet article!

Entrez votre prénom et votre nom :

Entrez votre ville :

Entrez votre courriel : *(Votre adresse ne sera pas affichée.)*

Entrez votre commentaire :

Pour valider, entrez dans la case suivante la suite de caractères apparaissant dans l'image ci-dessous (ceci est une mesure anti-spam).



ATTENTION! Cliquez sur le bouton "Soumettre" avec la souris! Si vous appuyez simplement sur "Enter", votre commentaire ne sera pas envoyé dans le système.

Nous nous réservons le droit de ne pas publier tous les commentaires. Le délai de traitement est habituellement d'un ou deux jours ouvrables.

Canada
L'INFOBOURG
L'agence de presse pédagogique (APP)

→ **Bouger plus, manger mieux**
Numéro spécial de l'École branchée

Accueil | Actuel | Éditorial | Webabillard | Chemises | Projets | L'école branchée | Recherche

Édition Canada

Édito

30 janvier 2008

Im
cei

Ces dernières semaines...

6 février 2008

[Le XO - Avis en provenance du Burkina Faso](#)

23 janvier 2008

[À l'ère de la littérature médiatique](#)

16 janvier 2008

[Comme hier? – la vidéo qui fait jaser](#)

9 janvier 2008

[Un Québec débranché?](#)

Chemise d'actualité

[La ville de Québec a 400 ans - 1608-2008](#)

[Projet One Laptop Per Child - XO](#)

[Réunion nationale de la Société GRICS - 2007](#)

Ordinateur et Internet en classe... sans anicroche

Par Martine Rioux, APP

En
art

Depuis dix ans, Ginette Marchand, enseignante à l'École Les Mélézes, une école préscolaire et primaire privée de Joliette, a vu l'ordinateur faire une entrée progressive dans sa classe. Elle nous explique comment elle s'est adaptée à la situation et comment elle fonctionne au quotidien.

Pour l'année scolaire 2007-2008, la moitié de 27 élèves de 6^e année de la classe de Ginette Marchand ont un ordinateur portable qu'ils apportent à l'école. Les autres utilisent des ordinateurs fixes installés dans la classe. Tous les ordinateurs sont reliés à Internet. Une situation que certains enseignants pourraient trouver déroutante, mais Mme Marchand s'en réjouit.

« Cela crée une dynamique absolument incroyable dans la classe, c'est un élément de motivation pour les élèves. La qualité de leurs travaux va en s'améliorant », fait-elle remarquer.

Tout a débuté, lorsqu'un des élèves de Mme Marchand a eu besoin d'un ordinateur pour des problèmes de dyslexie, puis un autre et un autre... Des parents se sont parlé et ils ont constaté que la dynamique changeait dans la classe... de façon positive. L'effet d'entraînement est là. Des élèves apportent maintenant leur ordinateur personnel en classe.

Il faut dire que l'enseignante était favorable à l'utilisation des technologies dans sa classe. « J'y crois. On s'en va vers ce type d'enseignement de toute façon. »

Rendre l'ordinateur pédagogique

De l'avis de Mme Marchand, les mois de septembre et d'octobre peuvent être un peu chaotiques. En début d'année scolaire, il s'agit de trouver un terrain d'équilibre, une façon de fonctionner qui convienne à toute la classe. « Puis, c'est incroyable », dit-elle.

« Je travaille à rendre l'ordinateur pédagogique. En le sortant de la maison, les jeunes voient l'outil autrement. Ils découvrent son potentiel et en font une utilisation constructive », ajoute-t-elle. « L'ordinateur amène une valeur ajoutée dans la classe. »

Elle soutient même que l'ordinateur l'appuie dans sa gestion de classe. Tous les élèves ont le même plan de travail pour la semaine, mais chacun avance à son rythme. « Je peux faire de la différenciation autant dans l'enseignement que dans l'évaluation. »

Au quotidien, l'ordinateur trouve plusieurs usages dans la classe de Mme Marchand. Elle envoie des courriels aux élèves, de même qu'à leurs parents. Les élèves déposent leurs travaux sur l'espace de la classe dans le portail de l'école. S'ils ont des questions, ils les envoient par courriel à leur enseignante. « Des élèves qui n'oseraient jamais lever leur main en classe n'hésitent pas à m'adresser leurs interrogations par écrit. »

Annonces **Google**

L'actualité - Écoles

Consultez le palmarès des écoles, la référence du milieu scolaire!
www.lactualite.com

Estime de Soi :

Réussir ? ça S'Apprend !... 101 Secrets Gratuits pour Réussir
www.123succes.com

Enseignement coopératif

Expériences de travail et voyage
 Expérience à l'étranger. Info.
www.international.gc.ca/e


Rentrée scolaire 2007

Vaste choix, prix imbattables
 Livraison gratuite sur achat de 50\$
www.GrandAndToy.com


 **Bulletin d'info**

Abonnez-vous au bulletin d'information hebdomadaire par courriel.

Entrez votre adresse :

 **Recherche**

 **Contacts**

Une nouvelle à soumettre, un sujet à proposer, une question? Écrivez-nous!

Cliquez ici!

Les jeunes utilisent des logiciels comme Word, PowerPoint, WordQ et Lexi-Book. Ils réalisent également des projets « CRÉATIC », au cours desquels ils deviennent producteurs de contenus (vidéo, capsule sonore, etc.). Cette année, ils programmeront même un jeu en Flash, avec l'aide d'un parent.

« Je ne fais pas de cours sur la technique. Les élèves s'approprient les logiciels et autres outils au fur et à mesure qu'ils ont à les utiliser. Deux élèves agissent à titre d'experts pour les dépanner », dit l'enseignante.

Et Internet?

Évidemment, qui dit ordinateur, dit aussi Internet... et tous les risques qui y sont associés! « Internet est un outil puissant. Oui, il a un côté sombre, mais le positif y est aussi. Les jeunes utilisent déjà Internet. Encore une fois, il s'agit de leur faire voir son côté pédagogique, de leur apprendre à utiliser l'outil adéquatement ».

En début d'année, elle établit les règles à suivre avec ses élèves. « En cas de problème, ils perdent le privilège d'utiliser leur ordinateur en classe et, croyez-moi, ils ne veulent pas que ça arrive! ».

Ainsi, les élèves ne doivent pas utiliser leur messagerie instantanée en classe. Aucun site n'est bloqué, mais ils ne peuvent naviguer sur des sites qui n'ont pas de lien avec les projets de classe. Ils doivent toujours donner la référence lorsqu'ils trouvent de l'information sur Internet.

D'ailleurs, selon Mme Marchand, le plus difficile pour les élèves est d'apprendre à « exploiter l'information » trouvée sur Internet : utiliser son sens critique pour distinguer le vrai du faux, décortiquer l'information pour la présenter correctement, éviter de faire du « copier-coller », donner la source. « C'est tout un apprentissage! »

Un apprentissage nécessaire en 2008, pourrions-nous ajouter. Et c'est ce que l'enseignante s'applique à faire avec ses élèves, sans entrer dans la théorie et sans leur faire la morale pour autant. Elle passe plutôt par la réalisation de projets divers qui contribuent à leur faire acquérir ces habiletés et compétences.

L'an dernier, les élèves devaient choisir un personnage québécois influent, rédiger une mini-biographie, puis expliquer l'impact du passage de cette personne dans la société québécoise. « Ils devaient décrire comment était le Québec avant et comment il était après. Ce fut l'occasion d'une réflexion incroyable pour les élèves. »

Ils ont également eu à rédiger un texte d'opinion complet sur le clavardage, à construire un lexique mathématique. « Dans l'action, les élèves se responsabilisent et prennent conscience de la grande valeur d'Internet. »

Cette année, Mme Marchand a préparé un **Carnet Internet** pour ses élèves. Lorsque nous lui avons parlé, elle s'apprêtait à le leur soumettre. Celui-ci contient un glossaire des termes informatiques que les jeunes pourront bonifier, de même qu'une série de définitions, tel que « Qu'est-ce qu'Internet? », « Qu'est-ce qu'une adresse Internet? », « Qu'est-ce qu'un cookie? », « Comment un ordinateur peut-il contracter un virus? », etc.

Après avoir pris connaissance de ces informations et à partir de différents critères, les élèves sont notamment invités à énoncer des caractéristiques à surveiller lorsqu'ils visitent des sites Web, à évaluer la qualité de leur site Web préféré et à participer à une chasse aux informations sur Internet.

Une utilisation éthique

Parmi toutes les notions qu'elle enseigne, Mme Marchand souhaite définitivement faire en sorte que ses élèves soient sensibilisés à une

utilisation éthique d'Internet.

Tout ce qu'on trouve sur Internet n'est pas nécessairement vrai. La publicité, les sites 18ansetplus.com et progagande.com y sont en abondance. Les jeunes doivent être mis au courant de cette réalité. Il ne sert à rien de la leur cacher, ils la trouveront de toute façon et, faute d'éducation, ils ne sauront peut-être pas quoi faire.

« Il est possible de leur démontrer la véracité de certains sites, de leur apprendre à douter de ce qu'ils trouvent sur le Web. Développer le jugement critique, raisonner, ce sont là des apprentissages essentiels. Internet nous offre l'occasion de le faire, ne passons pas à côté », soutient l'enseignante.

Oui, en tant qu'enseignant, il faut être vigilant en tout temps, lorsqu'on laisse entrer Internet dans sa classe. Mme Marchand le répète. Par contre, elle est convaincue qu'il faut oser, qu'il ne sert à rien de fermer la porte à cette technologie. « C'est l'avenir. »

Pour l'instant, elle déplore simplement que ses élèves, une fois arrivés à l'école secondaire, ne pourront probablement plus utiliser leur ordinateur en classe et auront sans doute moins accès à Internet dans leur école. « Actuellement, il y a une coupure pour eux. Toutes les notions qu'ils auront acquises avec moi demeureront, mais ils ne pourront pas aller plus loin. »

Documents à utiliser et à partager :

Mme Marchand met à la disposition des autres enseignants trois documents qu'elle a développés pour ses élèves :

- Évaluer la qualité d'un site Web
- Passeport de l'Internaute
- Évaluation de la compétence TIC

À visiter :

Le site Web de l'École Les Mélèzes.

Par Martine Rioux, APP



Fichiers pertinents

Évaluer la qualité d'un site Web

Document en format .doc

Passeport de l'Internaute

Document en format .doc

Évaluation de la compétence TIC

Document en format .doc

Espace des lecteurs

Pas encore de commentaires pour cet article!

Commentez cet article!

Entrez votre prénom et votre nom :

Entrez votre ville :

Entrez votre courriel : *(Votre adresse ne sera pas affichée.)*

Entrez votre commentaire :

Pour valider, entrez dans la case suivante la suite de caractères apparaissant dans l'image ci-dessous (ceci est une mesure anti-spam).



ATTENTION! Cliquez sur le bouton "Soumettre" avec la souris! Si vous appuyez simplement sur "Enter", votre commentaire ne sera pas envoyé dans le système.

Soumettre

Nous nous réservons le droit de ne pas publier tous les commentaires. Le délai de traitement est habituellement d'un ou deux jours ouvrables.

[Accueil](#) | [Actualité](#) | [Éditorial](#) | [Webabillard](#) | [Chemises](#) | [Projets](#) | [L'école branchée](#) | [Recherche](#) | [Conta](#)

© De Marque inc. 2008 Tous droits réservés. [Politique de confidentialité](#)



Canada
L'INFOBOURG
L'agence de presse pédagogique (APP)

Le tableau blanc interactif
ACTIVBOARD



Accueil | Actualité | Éditorial | Webabillard | Chemises | Projets | L'école branchée | Recherch

Édition Canada | Édito

Ces dernières semaines...

30 janvier 2008
[Ordinateur et Internet en classe... sans anicroche](#)

23 janvier 2008
[À l'ère de la littérature médiatique](#)

16 janvier 2008
[Comme hier? – la vidéo qui fait jaser](#)

9 janvier 2008
[Un Québec débranché?](#)

Chemise d'actualité

[La ville de Québec a 400 ans - 1608-2008](#)

[Projet One Laptop Per Child - XO](#)

[Réunion nationale de la Société GRICS - 2007](#)

6 février 2008

Le XO - Avis en provenance du Burkina Faso

Par Martine Rioux, APP

Le projet *One Laptop per Child* et son ordinateur portable XO sont considérés par la majorité des Occidentaux comme une belle solution offerte aux pays en voie de développement. Qu'en est-il des principaux intéressés? L'Infobourg a demandé l'avis de gens au Burkina Faso.

Depuis l'annonce du projet **OLPC**, je ne peux m'empêcher de m'enthousiasmer devant cette nouvelle possibilité technologique qui sera offerte aux enfants des pays en voie de développement grâce à Nicholas Negroponte. Et, pourtant, je me demande aussi : « Ces jeunes qui vivent à mille lieues de notre réalité, comment accueilleront-ils ce nouvel outil? »



Après avoir **fait connaissance avec le XO**, je suis plus convaincue que jamais qu'il faut « arrêter de regarder la machine avec notre regard d'adultes occidentaux ».

Alors voilà, grâce à un contact (merci André!), j'ai pu échanger par courriel avec des gens du Burkina Faso afin de savoir comment est perçu le projet du Massachusetts Institute of Technology (MIT) de leur côté. Ces gens n'avaient pas encore « exploré » le XO lors de nos échanges, mais ils avaient déjà une opinion du projet.

Avant d'aller plus loin, regardons quelques faits

Le Burkina Faso est un pays d'Afrique de l'Ouest, de plus de 14 millions d'habitants, dont près de la moitié ont 14 ans ou moins et dont l'espérance de vie n'excède pas 50 ans. Le produit intérieur brut (PIB) était de 1 200 \$US par habitant en 2007.

En comparaison, **le Canada** compte plus de 33 millions d'habitants, ayant une espérance de vie de 80 ans et un PIB par habitant de 38 200 \$ US.

Donc, comme je l'écrivais, ce sont des réalités complètement différentes.

Et maintenant, le système scolaire au Burkina Faso

« Les écoles primaires du Burkina Faso sont à l'image de celles des pays en voie de développement : effectifs pléthoriques (en moyenne 60 élèves par classe et quelques fois plus de 100 élèves), manque d'enseignants, insuffisance de salles de classe... », mentionne Sia Benjamin.

Annonces Google

[Estime de Soi :](#)

Réussir ? ça S'Apprend !... 101 Secrets Gratuits pour Réussir
www.123succes.com

[L'actualité - Éducation](#)

Dossiers et matériel pédagogique sur la géographie et l'éducation.
www.lactualite.com

[Contrôle de la classe](#)

Enseigner/surveiller les PC élèves
Contrôle App & Net.
Éval. gratuite
www.netsupportschool.com


[Enseignement coopératif](#)

Expériences de travail et voyage
Expérience à l'étranger. Info.
www.international.gc.ca/ez


Bulletin d'info

Abonnez-vous au bulletin d'information hebdomadaire par courriel.

Entrez votre adresse :

Recherche

Contacts

Une nouvelle à soumettre, un sujet à proposer, une question? Écrivez-nous!

[Cliquez ici!](#)

Il est professeur certifié d'histoire géographie au Lycée Technique de Ouagadougou, la capitale du pays, et modérateur de la liste de diffusion TIC-EDUC-BF, qui réunit un groupe favorable à l'insertion des TIC dans l'éducation au Burkina Faso. Il a gentiment accepté de répondre à un questionnaire par courriel.

« La technologie est très peu présente dans les écoles primaires du Burkina Faso. À ma connaissance, une seule école publique de la capitale dispose de salles informatiques [...]. Au niveau secondaire, la situation est beaucoup plus acceptable. La plupart des établissements publics de la capitale disposent de salles informatiques et un projet du ministère des Postes et TIC a permis la connexion de la majorité à Internet », écrit-il. La plupart des connexions Internet s'établissent par RTC (Réseau téléphonique commuté), mais l'ADSL (ligne numérique d'abonné asymétrique sans séparateur) a fait son entrée dans la capitale.

Le XO au Burkina Faso?

« La situation actuelle de notre système éducatif dans son ensemble n'est pas favorable à la mise en œuvre à grande échelle d'un tel projet », affirme Sia Benjamin. Et pourquoi? Tout simplement parce que les enseignants n'ont pas de connaissances de base de l'informatique, qu'ils ne sont pas formés à l'utilisation des TIC de façon pédagogique, que les salles de classe sont surchargées, etc.

Il n'est pas fermé pour autant à l'idée d'introduire le XO dans son pays ou dans d'autres pays en voie de développement. Au contraire, il soutient que « l'initiative est bonne ».

« Nous sommes conscients que l'Afrique et d'une manière générale les pays en voie de développement doivent saisir toute opportunité dans le domaine des TIC afin d'être au rendez-vous de la société de l'information », dit-il.

Mais pas à n'importe quel prix... Certaines conditions devront être respectées au préalable, comme « la formation des enseignants, la production de contenus conformes à nos programmes, l'éducation aux médias et aussi la disponibilité des pièces de rechange à un coût abordable ».

Selon lui, la réussite de toute initiative reposera sur la prise en compte des réalités sociales et culturelles des pays visés. « Si des mesures d'accompagnement prenant en compte les réalités de notre éducation ne sont pas mises en œuvre, même des ordinateurs plus performants connectés et attribués gratuitement à tous les enfants et aux enseignants des pays en voie de développement n'auront pas de sens. Ce n'est pas la truelle qui fait le maçon, mais plutôt savoir l'utiliser avec dextérité, avec habileté pour réaliser une œuvre. »

Le XO, outil de travail

Les idéateurs du XO le voyaient à la fois comme un outil de travail et d'expression personnel offert à chaque enfant, en plus d'une façon de s'ouvrir sur le monde. Il semble que ce soit davantage sa vocation « outil de travail » qui plaira, comme le fait remarquer Sia Benjamin.

« C'est beaucoup plus l'apport de ce projet dans l'élargissement de l'accès et l'amélioration de la qualité de l'éducation qui nous intéressent que l'ouverture sur le monde. Je pense que les jeunes africains ont de plus en plus d'ouvertures sur le monde grâce à l'accès à la télévision et aux autres médias tels que le cinéma et la radio. »

Par contre, pour ce qui est de la fonction « outil de travail », les élèves ne disposant d'à peu près rien, mis à part des craies et une minuscule ardoise qu'ils effacent dès qu'elle est remplie, pourront certainement en tirer profit.

« Les élèves ne peuvent rien garder par écrit, ce qui fait que les

Répertoire de ressources
culture-éducation
 plus de **1 500 artistes,**
 écrivains et organismes
 disposés à offrir des ateliers,
 des activités ou des sorties
 à caractère culturel aux élèves!
mcc.gouv.qc.ca/rencontres/

Inscrivez-vous
 au concours photo
 international
LE PATRIMOINE
ça flashe
 Jusqu'au 14 décembre 2007

26^e colloque
 une expertise
 pédagogique
 sans fil
AQUOPS
2-3-4 avril
DELTA de SHERBROOKE

apprentissages sont souvent éphémères », **nous avait déjà confié** Gisèle Camiré, directrice d'école au Québec, en témoignant d'un séjour au Burkina Faso. Avec le XO, ils pourront au moins rédiger et enregistrer leurs productions.

De plus, la plupart des écoles n'ont pas de bibliothèque scolaire. Les élèves auront donc accès à davantage de textes de littérature et autres, via le navigateur Internet de l'ordinateur (à condition que les connexions soient assez stables). Ils pourront les enregistrer et les lire à l'écran.

Malgré ces avantages énoncés, Simon Martineau, conseiller pédagogique TIC pour Oxfam Québec au Burkina Faso, ne peut s'empêcher de se demander : « Comment va se gérer une classe si cinq élèves ont des problèmes techniques avec leur portable, cinq autres des problèmes de logiciels et si les télécoms ne fonctionnent pas? »

D'après lui, « c'est utopique de penser que cette technologie - ou toute autre technologie - peut fonctionner sans problème, sans assistance technique, sans entretien, sans bris, sans révolution dans les pratiques d'enseignement, de gestion scolaire et chez l'élève... » Il faudra donc observer ce qu'il en sera réellement dans la pratique au fur et à mesure que le XO sera utilisé par les enfants du monde.

Un XO pour les plus vieux?

L'objectif premier du projet OLPC est d'offrir un ordinateur par enfant. Une visée que les gens du Burkina Faso voient comme irréaliste, notamment sur le plan du financement de l'opération, même avec un coût minime de 200 \$ par enfant. Certains membres de la liste TIC-EDUC-BF avancent l'idée de mettre quelques ordinateurs à la disposition des élèves dans chaque classe plutôt qu'un ordinateur par enfant, afin de garantir un certain accès. Une formule déjà testée dans les pays occidentaux.

Par ailleurs, le XO est destiné aux enfants de 5 à 12 ans. Or, selon Sia Benjamin, les « penseurs » derrière la machine se seraient trompés de cible. « Le public cible visé [...] par le projet n'est pas en accord avec nos priorités dans le domaine de l'éducation. »

Selon lui, les jeunes de niveau secondaire (12-17 ans) auraient été un public plus indiqué pour le projet, étant donné que les technologies y sont déjà présentes dans une certaine mesure.


Il ajoute : « Le projet serait une opportunité réelle pour nos pays si l'outil pouvait être adapté à un usage adulte. » N'oublions pas que les enseignants devront probablement utiliser la machine eux aussi, si ce n'est que pour aider un élève à enregistrer un document, à taper une adresse Web, etc. « La formation de la communauté éducative est indispensable », conclut-il.

Un XO sans formation, est-ce possible? Pouvons-nous mettre la machine dans les mains des enfants et les laisser aller? Après l'arrivée de la machine, assisterons-nous à une vague de développement de contenu adapté aux différents pays bénéficiaires? Il faudra probablement attendre encore un peu avant de répondre. Il y a de l'espoir, c'est certain. Donnera-t-elle des résultats cette fois?


À visiter:

[Portail de l'usage des TIC pour le développement au Burkina Faso](#)

Par Martine Rioux, APP

 Espace des lecteurs

Pas encore de commentaires pour cet article!

 Commentez cet article!

Entrez votre prénom et votre nom :

Entrez votre ville :

Entrez votre courriel : *(Votre adresse ne sera pas affichée.)*

Entrez votre commentaire :

Pour valider, entrez dans la case suivante la suite de caractères apparaissant dans l'image ci-dessous (ceci est une mesure anti-spam).



ATTENTION! Cliquez sur le bouton "Soumettre" avec la souris! Si vous appuyez simplement sur "Enter", votre commentaire ne sera pas envoyé dans le système.

Nous nous réservons le droit de ne pas publier tous les commentaires. Le délai de traitement est habituellement d'un ou deux jours ouvrables.

[Accueil](#) | [Actualité](#) | [Éditorial](#) | [Webabillard](#) | [Chemises](#) | [Projets](#) | [L'école branchée](#) | [Recherche](#) | [Conta](#)
© De Marque inc. 2008 Tous droits réservés. [Politique de confidentialité](#)

Montfort le miraculé

On le croyait sur son lit de mort, il a survécu. On le pensait moribond, et voilà que l'Hôpital Montfort, emblème de la lutte de la minorité francophone en Ontario, est en pleine résurrection.

par Aude Perron

publié dans *L'actualité* du 1er mars 2008

Ne cherchez pas l'avenue du 22-mars sur un plan de la ville d'Ottawa. Il s'agit en fait d'une simple allée, qui débouche sur un stationnement. Pourtant, si vous posez la question à l'un des 549 000 francophones de l'Ontario, il y a fort à parier qu'il saura qu'elle mène à l'entrée principale de l'Hôpital Montfort, emblème de la lutte de la minorité francophone en Ontario. Et qu'elle a été baptisée ainsi en l'honneur du grand rassemblement qui a eu lieu le 22 mars 1997 pour protester contre la fermeture imminente de cet établissement de santé, le seul hôpital francophone d'importance à l'ouest du Québec.

Près de 11 ans après avoir été condamné par le gouvernement ontarien de Mike Harris, l'Hôpital Montfort a non seulement survécu, mais il est en voie de devenir l'un des plus modernes du Canada, grâce à un investissement de 286 millions de dollars consenti par les libéraux de Dalton McGuinty en 2005. C'est la plus importante entreprise d'infrastructure de l'histoire de la francophonie ontarienne.



À LIRE AUSSI

- Le nouveau Montfort, ce sera...
- L'Ontario aux Ontariens !

Continuez votre lecture à la page 22 de votre magazine.

Fermer la fenêtre



Monday » February
11 » 2008

Snow no match for man on 450-kilometre autism walk

Jordana Huber, With Files From Jessey Bird

The Ottawa Citizen

Monday, February 11, 2008

The metal plate in his left foot is bothering him, and the blizzards Stefan Marinoiu has walked through have left him with frozen fingertips. But after an 11-day trek to Ottawa to raise awareness about autism, the 49-year-old said the only thing on his mind is his 15-year-old son.

Unplanned, and out of exasperation, Mr. Marinoiu left his Toronto home Jan. 31 to embark on a 450-kilometre walk to "plead with the politicians" that it is time for a national autism strategy.

"Having an autistic child is like having a present and not being able to unwrap it," Mr. Marinoiu said. "I have been silent for 15 years. All the stress, all the pain, no resources, I said I gotta do something and I just walked out the door."

His pace has slowed since he left without telling his wife where he was going, and at times, he said blinding snow has left him unable to see the road.

The Ontario Provincial Police, who stopped him the first night for walking illegally on the highway, kept an eye out for him, picking him up several times and driving him into the nearest community.

"They told me I was gonna freeze to death," he said. "It has been so cold you feel like you are going to die the next second, but I take the next step. I am walking for all the tens of thousands who are like my son."

Though he can't point to one event that triggered his march, he said his son Simon's needs have grown increasingly difficult to meet. Simon waited on a list for applied behaviour analysis, an intensive treatment also known as intensive behavioural intervention for autistic children, but turned seven, the former cutoff age, before reaching the top of the list, Mr. Marinoiu said.

"My son, he can't speak, but I know he feels so much," Mr. Marinoiu said. "He needs help to be able to function and communicate. We have all the love to give him, but we need more resources."

Without money or a cellphone, the part-time delivery man has relied on benevolent strangers for help along his trek. One night, he slept in a homeless shelter, another in a church.

Area residents have anonymously paid for hotel rooms, while others have stopped along the highway to bring him food.

Last night, Kanata resident Lucie Filteau welcomed Mr. Marinoiu into her home.

Mrs. Filteau has two young sons with autism.

"He is at the end of his rope, desperately trying to get attention," she said. "He is acting out of his heart."

Mr. Marinoiu's 16-year-old daughter, Lia, created a Facebook group to share her father's cause. It now has more than 1,400 members.

"At first I thought he was crazy," said Lia, who took the train to meet her father in Ottawa last night. "But now I think it is really awesome what he has done and is still doing."

Mr. Marinoiu, his daughter and their supporters hope to arrive on Parliament Hill today between 11 a.m. and noon to rally for their cause. Mr. Marinoiu said Senator Jim Munson is expected to welcome him.

"I'm hoping for a national solution for this national problem," Mr. Marinoiu said.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Monday » February
11 » 2008

Graham Fraser . French can open up the world

Graham Fraser

Citizen Special

Monday, February 11, 2008

I read with great interest Shelley Page's report on French immersion, and her commentary ("The French question(s)," Feb. 8). She raises important questions that need to be addressed about the goals and purposes of teaching - not simply French, but other subjects as well.

The key questions, in my view, involve quality and opportunity. Is the teaching of French of sufficient quality that it provides students with the grounding, the skill and the confidence they need to be able to build on what they have learned? And do all students have an opportunity to get that teaching?

Underlying much of the discussion of the teaching and learning of French is an unspoken, often resentful question: "Why do we have to do this?" I think it is much more useful to think about opportunities than about obligations.

Like Shelley Page's daughter, I spent my childhood in Ottawa. Immersion did not exist, but French was taught at the public school I attended and, when I moved to Toronto during high school, I continued to study it. When I graduated from high school and took a course in first-year university, I certainly was not fluent - but had enough of a grounding that summer jobs in Quebec transformed a shaky grasp of high school "core French" into a language I could speak.

This was, I suppose, comparable to the understanding of mathematics or science that some of my classmates had. Many of us never thought about algebra or Euclidean geometry ever again; one of my classmates, however, went on to do a doctorate at MIT.

No one ever suggests that because high school graduates cannot do statistical analysis or build bridges that the teaching of algebra and trigonometry should be abolished or curtailed. What is important is that the basic foundations be taught. And yet many people have higher demands of what could or should be expected in a French classroom.

Ms. Page quotes Lynn Scott, chair of the Ottawa Carleton District School Board, as saying that there is no consensus about why students learn French, or who needs it. Posed in that way, I am sure there is a similar lack of consensus about physics and chemistry. For some students, those subjects will be the beginning of a lifetime's study; for others, it will be their last encounter with science. But the opportunity needs to be provided to all.

There are all kinds of reasons to provide opportunities to Canadian students to learn French.

We live in a country in which there are seven million Canadians who speak French as their mother tongue - and four million of them speak no English. Canada's French-speaking societies have been sufficiently dynamic and energetic to produce a literature, a television industry, a music industry and a film industry. So, on the face of it, to deprive English-speaking Canadian children of the essential tool to have access to that

culture would be unfair.

More to the point, Ottawa needs to serve both its strong French-speaking community and, as a tourism centre, the thousands of unilingual Francophones who visit the capital. This is aside from the fact that Canada's largest employer, the federal government, has its headquarters in Ottawa and requires a strong ability to speak and understand both languages for promotion to supervisory and management positions.

I am sure that there is a disconnect between the students in immersion - which emphasizes conversational skills - and the needs of the service industry. There are 300,000 students across Canada in immersion, and yet Air Canada has trouble hiring bilingual service personnel. I suspect one reason is that immersion students are more likely to go to university and have access to a wide range of career choices.

Immersion is not perfect. Nor is core French. But they provide a key building block in the language learning process. I know several immersion graduates who, although less than fluent leaving high school, are now working in both languages across the country, or living in Montreal or Paris.

And that process will not necessarily be limited to French. Learning a third language is easier than learning a second language.

I know young people who have learned Hindi in order to work in India, who have studied in China and learned Chinese, who have worked in Japan and learned Japanese, who have learned Spanish in Central America or, living in Germany have learned German. They all learned the other Canadian language first.

Effective teaching of French opens ears and minds. It gives students the opportunity to understand their country - and to better understand the world

I welcome any study on language skills and the job market, or ways in which the teaching of French can be improved. The key thing is to provide quality and opportunity.

Graham Fraser is Canada's commissioner of official languages.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.



Monday » February
11 » 2008

Learning French can open up the world to students

Graham Fraser

Citizen Special

Monday, February 11, 2008

I read with great interest Shelley Page's report on French immersion, and her commentary ("The French question(s)," Feb. 8). She raises important questions that need to be addressed about the goals and purposes of teaching -- not simply French, but other subjects as well.

The key questions, in my view, involve quality and opportunity. Is the teaching of French of sufficient quality that it provides students with the grounding, the skill and the confidence they need to be able to build on what they have learned? And do all students have an opportunity to get that teaching?

Underlying much of the discussion of the teaching and learning of French is an unspoken, often resentful question: "Why do we have to do this?" I think it is much more useful to think about opportunities than about obligations.

Like Shelley Page's daughter, I spent my childhood in Ottawa. Immersion did not exist, but French was taught at the public school I attended and, when I moved to Toronto during high school, I continued to study it. When I graduated from high school and took a course in first-year university, I certainly was not fluent -- but had enough of a grounding that summer jobs in Quebec transformed a shaky grasp of high school "core French" into a language I could speak.

This was, I suppose, comparable to the understanding of mathematics or science that some of my classmates had. Many of us never thought about algebra or Euclidean geometry ever again; one of my classmates, however, went on to do a doctorate at MIT.

No one ever suggests that because high school graduates cannot do statistical analysis or build bridges that the teaching of algebra and trigonometry should be abolished or curtailed. What is important is that the basic foundations be taught. And yet many people have higher demands of what could or should be expected in a French classroom.

Ms. Page quotes Lynn Scott, chair of the Ottawa Carleton District School Board, as saying that there is no consensus about why students learn French, or who needs it. Posed in that way, I am sure there is a similar lack of consensus about physics and chemistry. For some students, those subjects will be the beginning of a lifetime's study; for others, it will be their last encounter with science. But the opportunity needs to be provided to all.

There are all kinds of reasons to provide opportunities to Canadian students to learn French.

We live in a country in which there are seven million Canadians who speak French as their mother tongue -- and four million of them speak no English. Canada's French-speaking societies have been sufficiently dynamic and energetic to produce a literature, a television industry, a music industry and a film industry. So, on the face of it, to deprive English-speaking Canadian children of the essential tool to have access to that

culture would be unfair.

More to the point, Ottawa needs to serve both its strong French-speaking community and, as a tourism centre, the thousands of unilingual Francophones who visit the capital. This is aside from the fact that Canada's largest employer, the federal government, has its headquarters in Ottawa and requires a strong ability to speak and understand both languages for promotion to supervisory and management positions.

I am sure that there is a disconnect between the students in immersion -- which emphasizes conversational skills -- and the needs of the service industry. There are 300,000 students across Canada in immersion, and yet Air Canada has trouble hiring bilingual service personnel. I suspect one reason is that immersion students are more likely to go to university and have access to a wide range of career choices.

Immersion is not perfect. Nor is core French. But they provide a key building block in the language learning process. I know several immersion graduates who, although less than fluent leaving high school, are now working in both languages across the country, or living in Montreal or Paris.

And that process will not necessarily be limited to French. Learning a third language is easier than learning a second language.

I know young people who have learned Hindi in order to work in India, who have studied in China and learned Chinese, who have worked in Japan and learned Japanese, who have learned Spanish in Central America or, living in Germany have learned German. They all learned the other Canadian language first.

Effective teaching of French opens ears and minds. It gives students the opportunity to understand their country -- and to better understand the world

I welcome any study on language skills and the job market, or ways in which the teaching of French can be improved. The key thing is to provide quality and opportunity.

Graham Fraser is Canada's commissioner of official languages.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.